



N° 108 -PRT/SGP/COM.13

COMMUNIQUE DE PRESSE

Conférence de presse du Président de la Transition après la 68^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies

De retour au pays, après sa mission en terre newyorkaise pour participer à la 68^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le Président de la Transition, SEM Andry RAJOELINA, a rencontré les membres de la presse pour faire un bref rapport sur ce déplacement. Tout d'abord, le Président de la Transition a expliqué que, par le biais de cette Assemblée Générale, Madagascar a pu faire valoir son attachement à la souveraineté nationale. Ainsi, le Président RAJOELINA a indiqué que cette réunion à New York était une occasion pour nous d'exprimer haut et fort notre fierté d'avoir pu résoudre la crise d'une manière pacifique: *« lors de la prise de parole, nous avons montré que, malgré les nombreuses épreuves, le peuple malgache a pu dénouer la crise dans la sérénité, sans recourir aux conflits internes, comme ce qui se passe en Afrique où de nombreux Etats sont actuellement confrontés à de graves troubles. A Madagascar, on n'a pas été contraint d'avoir recours aux armes pour résoudre la crise. Par ailleurs, la participation malgache à cette Assemblée générale des Nations Unies a également permis de dénoncer la partialité de la Communauté Internationale face à divers cas de pays en crise ».*

A cette même occasion, le Numéro Un de la transition a révélé que, durant son séjour à New York, il a eu des rencontres avec plusieurs hautes personnalités, dont le Secrétaire Général des Nations Unies, SEM Ban – Ki – Moon, la Présidente de la Commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini – Zuma, le Président en exercice de la Troïka de la Sadc, Hifikepunye Pohamba et le Président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara. Les divers appuis et contributions internationaux aux prochaines élections ont été au centre de toutes ces rencontres mais, à ces occasions, beaucoup ont également félicité Madagascar pour la grande étape franchie jusqu'ici.

Par ailleurs, le Président de la Transition a accepté de répondre à toutes les questions des membres de la presse présents à cette occasion. Les sujets abordés touchent essentiellement la campagne électorale actuelle, le limogeage ou non du Chef du Gouvernement, le projet de vente des bois de rose saisis et l'affaire BNI – Crédit Agricole.

Pour ce qui est de la campagne électorale pour la course à la Magistrature Suprême qui vient de débiter, le Chef de l'Etat a expliqué que tout le monde attend que la vraie voix du peuple puisse transparaître : *« les candidats ont encore 25 jours pour convaincre les électeurs malgaches, nous attendons à ce que ce soit le réel choix des électeurs qui sera exprimé par la voie des urnes, même si toutes les conditions ne sont pas entièrement réunies pour la réalisation des élections libres. Personnellement, j'ai accepté d'organiser des élections et je*

ferai tout pour que nous puissions avancer, en toute sérénité, vers les prochains scrutins ». Toujours dans le cadre de cette période de propagande électorale, les journalistes ont ouvertement demandé au Chef de l'Etat s'il envisage de soutenir un candidat parmi les 33 en lice : *« depuis toujours, je défends et soutiens le peuple malgache. Je prends des décisions en premier lieu pour le peuple malgache. Comme toute la population, je suis actuellement en phase d'observation. On verra au moment opportun, notamment en fonction du projet de société le plus convaincant. Mais, jusque là, je ne soutiens et ne défends que le candidat «peuple malgache », a-t-il avancé.*

A propos des discussions de ces derniers temps concernant un éventuel limogeage du Premier Ministre, Jean Omer BERIZIKY, le Président Rajoelina a souligné l'inopportunité d'un tel bouleversement : *« en cette veille du scrutin, nous n'allons quand même pas procéder à de grands changements juste en raison d'une mésentente, à moins de l'apparition de nouvelles données inattendues. Aujourd'hui, l'objectif commun est focalisé sur les prochaines élections. Bref, l'heure n'est plus ni au limogeage du Premier Ministre, ni au remaniement du Gouvernement », a-t-il martelé.*

Sur le projet de vente des bois de rose saisis, le Numéro Un de la Transition soutient qu'il serait mieux de mettre en vente ces bois afin d'éviter leur exploitation illicite : *« plusieurs réunions ont été entamées avec le Premier Ministre, qui est aussi en charge du Ministère de l'Environnement, concernant le trafic et l'exportation illicite de bois de rose. Puisque plusieurs points de stocks ne cessent de diminuer sur place, ce qui profite à quelques responsables dont je suis totalement contre, il faut voir comment stopper ce genre de trafic en mettant en vente les bois saisis ». Concernant le projet d'Ordonnance sur ce même sujet, le Président Rajoelina se demande si : « certains responsables aimeraient voir les stocks diminuer en nombre sur place ou c'est effectivement c'est ce qu'ils protègent. Il faut agir en toute transparence pour que le peuple puisse être informé des stocks existants. Les responsables directs, tel le Premier Ministre, Ministre de l'Environnement par intérim, ont déjà reçu des directives pour résoudre ces problèmes ». Et lui de poursuivre que le Comité de pilotage et le Premier Ministre sont au courant de ses propositions sur l'utilisation des fonds réunis après la vente de ces bois dont : « une grande partie sera allouée à l'achat d'équipements pour les Forces de l'Ordre mais aussi pour soutenir financièrement ces dernières dans la sécurisation des prochaines élections ». Il a tenu à souligner que les procédures de vente seront effectuées en toute transparence tout en indiquant que : « la vente se fera par voie d'Appel d'Offre international pour permettre aux acquéreurs internationaux d'agir selon les normes requises ».*

Sur l'affaire BNI – Crédit Agricole, le Président de la Transition a exhorté tout un chacun à ne pas se livrer à de polémiques stériles surtout en ce moment où le pays se trouve en pleine période électorale, même si ce genre de pratique est fréquent sous d'autres cieux. *« Cette question ne devrait même pas se poser. Il y a beaucoup de sociétés à Madagascar où l'Etat a des actions. Comme la société Star, par exemple où l'actionnaire majoritaire a décidé de vendre sa part, l'Etat malgache n'a pas ses mots à dire étant donné que c'est un acte entre privés. Et c'est la même chose pour la BNI. Si le Crédit Agricole veut vendre sa part, c'est à lui de décider à qui il le fera. L'Etat est là en tant que facilitateur. Il faut bien noter que ce ne sont pas les actions de l'Etat qui ont été cédées ». Interrogé par les journalistes sur une éventuelle opposition du Directeur Général du Trésor concernant cette transaction, le*

Président de la Transition a demandé des preuves palpables d'un tel désaccord du concerné. Le Numéro Un de la Transition a également dénoncé le fait de porter atteinte à l'image d'un tel ou tel candidat et ce, de surcroît pour des faits qui n'existent même pas. *« Je ne suis pas d'accord qu'on salisse l'image d'un candidat étant donné qu'il y a également beaucoup de choses à dire sur les autres candidats »*, a-t-il déclaré en substance.

Et enfin, sur ses programmes de développement après la Présidence de la Transition, SEM Andry RAJOELINA, a promis d'informer la presse sur ce sujet lorsqu'il quittera définitivement son poste de Président de la Transition.

Antananarivo, le 30 Septembre 2013

**Le Chargé de la Communication
auprès de la Présidence de la Transition**